La nation en Europe : enjeu intellectuel et politique

Gil Delannoi

▶ **To cite this version:**

Gil Delannoi. La nation en Europe : enjeu intellectuel et politique : Rapport réalisé dans le cadre du Baromètre politique français, Enjeux et analyses, élections 2007 (hiver 2007). 2007. hal-00972928

HAL Id: hal-00972928

https://sciencespo.hal.science/hal-00972928

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La nation en Europe : enjeu intellectuel et politique

Par Gil Delannoi

Pourquoi « la nation » et non pas « une nation » ou « la France » ? Parce qu'il ne s'agit pas ici de ce qu'il y a de spécifique dans la nation française, mais de la place d'une nation comme la France (ou de tout autre comparable, les plus anciennes comme la Grande Bretagne ou l'Espagne notamment) dans l'Europe en général et l'Union européenne en particulier. Il est possible que ce thème apparaisse dans la campagne de 2007. Son absence serait sans doute regrettable.[1]

Je pars ici du principe que le nationalisme est un mal. La nation, par contre, comme certaines autres formes politiques, n'est ni un bien ni un mal en soi ; tout dépend l'usage qui en est fait.

Une partie de l'objectif postnational est déjà atteinte en Europe. Après les désastres historiques européens, la volonté de parvenir à ce dépassement a été renforcée par la force tragique des choses. Cette volonté, depuis 1945 jusqu'en 1989, était pacifique entre nations belligérantes et épuisées, mais armée, en défense contre la militarisation outrancière du voisin soviétique.

Cette constatation ne signifie par pour autant que cette tendance soit irréversible. Il n'est pas saugrenu de penser qu'une déconstruction intellectuelle de la forme nationale doublée d'une anesthésie politique pourrait être vaine à long terme, puisque le nationalisme reste aujourd'hui dans le monde un ressort politique au moins aussi puissant que la démocratie, sinon plus. Cependant, quoi qu'il arrive, l'entreprise postnationale aura marqué l'Occident, et l'Europe plus encore.

[1] Sa présence dans les programmes des partis ou les déclarations des candidats est décelable, mais on ne l'a pas vu encore devenir un enjeu de controverse de premier plan ni un thème favori des médias.

CEVIPOF
98, rue de l'Université — 75007 Paris, France
info@cevipof.sciences-po.fr — Tél. : 33 (0)1 45 49 51 05 — Fax : 33(0)1 42 22 07 64

Les antagonismes postmodernes

Repérons les dynamismes et les antagonismes postmodernes. 1° L'antagonisme entre la démocratie et la religion peut être fort mais il reste local. 2° L'antagonisme entre le capitalisme et la nation est mondial et d'intensité moyenne. Le marché mondial affaiblit peut-être les nations, il ne les efface pas. 3° Entre nation et démocratie, le schéma moderne établissait une convergence. Le schéma postmoderne la remplace par une contradiction de principe et de fait. Tout Etat, tout pays est aujourd'hui soumis aux forces divergentes du capitalisme, de la démocratie et de la nation, voire à celles d'un facteur religieux local.

J'appelle *anesthésie* un phénomène politique, économique et culturel. Comme toute anesthésie, celle-ci est locale et générale. L'anesthésie locale est européenne, et très liée à l'histoire récente puis à l'unification européenne. L'anesthésie générale est mondiale au sens économique et culturel, mais beaucoup moins au sens politique.

La nation, rappelons-le sans fin, est la plus souple des entités en présence (démocratie, économie, religion). On y met presque tous les contenus possibles et contradictoires. Et c'est cette infinie diversité (ou ce « n'importe quoi ») qui est une des sources de vitalité, de continuité et de régénération du récipient national. Laissons de côté cet infini de contenus et concentrons-nous sur la distinction formelle de plusieurs types de contenus en nous demandant qu'elle est la nation dont nous parlons. S'agit-il de sa dimension politique, culturelle, ou ethnique ? La distinction est importante.

1° Une nation culturelle ne disparaît pas si facilement que cela sous l'effet d'une déconstruction intellectuelle ou d'un effacement politique. Cette dimension culturelle reste présente dans des nations politiques, par exemple en Suisse, entre alémaniques et romands, alors que les niveaux de décision politique lui sont supérieurs ou inférieurs en taille (fédéraux ou cantonaux). Au Québec, elle existe entre Canadiens anglophones et Québécois.

2° La nation ethnique, quant à elle, peut disparaitre en suivant les tendances lentes de la démographie. Un tel processus échappe en partie aux objurgations de l'idéologie. Ces différentes dimensions sont liées, confondues en partie, indissociables, mais différentes car pondérées très différemment selon les situations. On peut bien sûr politiser une ethnie, ethniciser une politique, se lancer dans un Kulturkampf…

CEVIPOF
98, rue de l'Université — 75007 Paris, France
info@cevipof.sciences-po.fr — Tél. : 33 (0)1 45 49 51 05 — Fax : 33(0)1 42 22 07 64

3° Aujourd'hui, c'est surtout la nation politique, la nation dans sa dimension politique, qui est l'objet d'une déconstruction intellectuelle. Or, c'est une facilité que de croire à cette suppression par anesthésie, à cet accouchement postnational sans douleur. Ce pari est hasardeux. La nation politique moderne ayant été, pour le meilleur et pour le pire, le berceau de la démocratie moderne, on peut douter qu'elle s'efface sous simple anesthésie, sans qu'une reconstruction démocratique de grande ampleur l'accompagne, la justifie et la rehausse.

A la nation politique il semblerait que l'effacement arrive fatalement, par hantise morale du nationalisme, par nécessité économique de globalisation, par compensation démographique du vieillissement des populations riches. Cette fatalité doit donc conduire à d'autres entités, mais ni l'empire ni la cité ne renaissent. Alors, ce qui semble fleurir, en tant que dépassement pour le moins paradoxal, c'est la *fragmentation*. Celle-ci prolifère dans le monde, car le nombre des Etats-nations ne cesse de se multiplier de décennie en décennie. En Europe, le même mouvement provoque des autonomies régionales à l'ouest, de nouvelles nations politiques à l'est. Cette fragmentation plaît à ceux qui souhaitent affaiblir les Etats-nations en place, mais elle n'en est pas moins lourde de menaces nationalistes à petite échelle.

En fait, il n'existe qu'une autre hypothèse, hors la fragmentation, et c'est l'*agglutination confédérative*, suivant l'exemple insigne et vaste de l'Union Européenne. Mais celui-ci, pour l'heure, est aussi isolé que splendide. Il ne faut pas s'en étonner puisque les raisons de ce phénomène sont très locales (ou continentales puisque singulièrement européennes).

La tragédie européenne

Pour l'Europe de 1914, il n'est pas exagéré de parler d'un suicide politique et culturel équivalent à la guerre du Péloponnèse dans le monde grec antique. Les Etats-Unis seraient-ils, seront-ils la nouvelle Rome de ce remake ? En dépit de quelques hésitations, ils ont voulu l'être, ils l'ont été dans la guerre froide. Veulent-ils l'être encore, peuvent-ils ?

La suite de cette histoire mérite également quelques questions. Le deuxième épisode de cette tragédie, le racisme allemand, a d'abord été compris comme une

rupture. Le totalitarisme hitlérien était inouï, ayant pour seul rival le régime psychopathologique du « petit père des peuples ». Aujourd'hui, on a insensiblement inversé cette perspective, on ne voit plus que la continuité entre les deux guerres. Nation mène à nationalisme qui mène à racisme. La Première guerre est dégermanisée, la seconde racisée. Le racisme nazi est sans aucun doute un trait fascinant et capital. N'oublions jamais néanmoins qu'il n'avait pas été perçu comme principal ressort du conflit par les contemporains, fussent-ils agresseurs ou victimes. Aujourd'hui, si l'Angleterre a gardé un nationalisme plus serein, c'est parce qu'elle n'a pas été compromise avec ce racisme. Les nations continentales sont désacralisées : l'Allemagne par Hitler, l'Italie par Mussolini, l'Espagne par Franco, la France par Vichy. La France est le cas le plus tangent, puisqu'elle fut vaincue et vainqueur, et à la longue cette situation claire obscure prête encore plus au soupçon. Il n'y a pas de nations sans crimes, mais le crime ne saurait à lui seul définir une nation afin de la disqualifier : la famine des Irlandais contrôlée par l'Angleterre, l'extermination « humanitaire » (le mot est de Tocqueville) des Indiens aux Etats-Unis…

Quelle fut l'une des conclusions politiques tirées de ces événements ? On a souhaité qu'un dépassement de la nation soit fondé sur le souvenir de ces horreurs. Cette ambition aussi vitale que légitime ne doit pas cependant devenir une passion simplificatrice, ni une recette miracle. Aucune méthode n'est gagnante à tout coup. Et que dire, si elle est mal pensée, mal organisée ? Fonder la paix sur la fin des nationalismes et sous la menace soviétique n'est pas équivalent à troquer des nations imparfaitement démocratiques pour des structures politiques nationales aristocratiques. Je dis « aristocratiques » par bienveillance, les esprits les plus critiques ont quelques arguments qui les conduisent à utiliser les termes « oligarchiques » ou « technocratiques ».

Que cela plaise ou non, il faut mesurer les obstacles présents au dépassement de la nation. La dimension nationale culturelle a été un lien important entre démocratie libérale et nation politique. On ne peut simplement abandonner ce lien, il faudrait le remplacer. Qu'il suffise, parmi bien d'autres problèmes, de mentionner à quel point l'utilisation d'une langue commune facilite la pratique de la démocratie.

Et si, en surface, tout cela n'était qu'agitation superficielle sur les mouvements de fond de l'économie mondiale ? Mais la mondialisation du marché est, en fait, commencée depuis longtemps. Est-elle vraiment inévitablement postnationale ? La globalisation en

tant que marché mondialisé paraît être, au contraire, une donnée exploitée par certaines nations en Asie. Elle n'est donc pas contraire à une stratégie nationale.

En revanche, dans cette situation nouvelle de globalisation accrue, le chemin de l'unification européenne devient plus sinueux. Avant 1940, chez ses premiers concepteurs, l'Unification Européenne se fait par l'économie puis, après 1945, contre l'enfermement national. Et la raison économique persiste sous la réconciliation, elle en est même l'instrument. La raison économique chez les premiers fondateurs, c'était de ne pas subir une seconde crise de 1929 et d'éviter aussi le communisme, et donc d'avoir un marché soutenu par l'Etat et par la concurrence. La donnée politique et morale ne devient antiraciste et postnationale qu'après 1945. Encore n'est-ce à l'époque qu'une finalité de plus. Produire en commun évitera les conflits. Mais le marché européen, depuis 1990, est lui-même débordé par la globalisation économique mondiale. L'Europe doit-elle être un bloc protectionniste perdant ou un acteur mondialisé continental et dérégulateur ? Géant économique, elle le restera longtemps, mais le demeurera-t-elle seulement par son obésité, ou aussi par son agilité ?

Le puzzle

National ne signifie pas toujours homogénéité culturelle. Allons plus loin : dans sa dimension spécifique, la nation culturelle résiste aux unifications politiques, économiques, religieuses et autres. En Europe, le poids des langues accentue cette résistance. Une seule nation politique suisse fédérale abrite plusieurs nations culturelles. Les croisements y sont multiples : identités culturelles cantonales, identités politiques locales, religions diverses, et cela après quelques siècles de confédération.

Pour l'Union Européenne une évolution de type suisse est plus crédible que le modèle américain. Les Etats-Unis étaient une colonie de peuplement puis sont devenus nation d'immigration. Il y avait deux nations et demie à la formation des Etats-Unis : une nation indienne, une nation européenne fondatrice (à dominante Wasp), une demi-nation noire, privée de dimension politique et culturelle, nation seulement ethnique et entièrement opprimée, qui s'est créée lentement une culture particulière, musicale par exemple. Plusieurs Etats fondateurs et une seule nation dominante, cela ne fait pas un modèle pour l'Union Européenne.

CEVIPOF
98, rue de l'Université — 75007 Paris, France
info@cevipof.sciences-po.fr — Tél. : 33 (0)1 45 49 51 05 — Fax : 33(0)1 42 22 07 64

Comment construire aujourd'hui ? Comment penser une construction en cours ? On constate dans de nombreux discours savants l'existence d'un principe qui, par refus justifié de l'essentialisme culturel, commence par la reconnaissance de la différence et finit par l'établissement d'un relativisme différentialiste. Le premier pas est bon, le second hasardeux. Les Droits de l'Homme sont vus, par exemple, comme occidentaux plus que transnationaux. En effet, tout a une origine. Mais rien ne s'y réduit. Par quel mirage de la généalogie ceux-là mêmes qui refusent l'ethnicisme des origines renvoient les créations sociales à leurs origines culturelles ?… Comprenne qui pourra.

Si la différence culturelle ou le respect de « l'autre » justifient que des cultures extra occidentales refusent les Droits de l'homme pour des raisons culturelles ou religieuses, alors pourquoi ces cultures ne refusent-elles pas la physique nucléaire, activité historiquement occidentale, à l'origine ? Bien entendu, la physique nucléaire n'est pas plus occidentale que les Droits de l'homme. Fallait-il réserver l'usage de l'imprimerie aux Chinois ? Constater que toute institution est invention ne signifie pas qu'une invention procède ex nihilo. Le thème intellectuel, désormais ordinaire, de *l'invention* ne cesse de jouer sur le fait que les créations historiques sont artificielles, flottantes et redoublées par des discours. Qu'est-ce qui ne le serait pas dans l'histoire ? On se le demande. Les nations ont été inventées, et bien évidemment les récits, les mythes fondateurs les ont créées et recréées. La démocratie et le capitalisme n'ont-ils pas été inventés ? Donc : soit « invention » est une banalité et il faut la comprendre au sens de création sociale-historique (au sens de Castoriadis). On ne crée pas à partir de rien, mais on imagine et organise le nouveau. Soit la signification du mot « invention » est « tromperie », « mensonge ». Mais, dans ce cas, une falsification doit être prouvée. L'existence de la Belgique n'est pas exactement du même ordre de fiction que la Donation de Constantin.

Et, dès lors, pourquoi épargner la religion, en cas de déconstruction ? Il y a là une timidité fréquente et inexpliquée chez les déconstructeurs. Invention, admettons-le, signifie création à un moment historique puis fiction entretenue. Or la fiction fait partie de la réalité. Un boulet de canon fait souvent moins de morts qu'une idée, remarquait Joubert. L'imaginaire et le symbolique sont inévitables dans les phénomènes sociaux. Ils permettent de nommer le changement, entre tradition et innovation, de le situer dans une histoire, non pas déterminée ni providentielle, mais ouverte. Enfin, dans un autre registre de l'action, fiction pour fiction, celle de Churchill est préférable à celle de Hitler. Tous les idéaux humains créent des horizons en partie fictifs. L'horizon n'est d'ailleurs

qu'une limite fictive dépendant d'une relation entre un référentiel et un sujet en mouvement.

Le point de vue post national, s'il n'est que factuel, se bornera à constater la disparition des nations. S'il est normatif, on peut craindre qu'en procédant par déconstruction plutôt que par construction, par contournement plutôt que par ajustement, il ne finisse par produire les effets inverses de ceux que souhaitent ses partisans et, plus généralement, tous ceux qui refusent le nationalisme.

Tous les exemples confédératifs prouvent au contraire que les deux niveaux se renforcent mutuellement et qu'il n'est pas nécessaire de déconstruire le rez-de-chaussée pour bâtir un étage. L'inverse serait même plus probable. Les Etats n'ont pas perdu toute signification depuis la fédération des Etats-Unis. En Suisse le patriotisme se dédouble : le drapeau de la confédération côtoie partout celui du canton. Une pièce ne disparaît dans un puzzle, elle y acquiert une seconde signification. Bien sûr, on pourrait toujours revenir à l'arbitraire du découpage initial et le signaler en accusateur. Est-ce la bonne manière de s'y prendre ?

L'Europe unifiée et diversifiée dans une entité nouvelle n'est pas une utopie. C'est, sinon une nécessité, au moins une possibilité. Mais l'Europe concentrée sur le postnational plutôt que sur le plurinational est probablement une utopie à moyen terme. Outre un manque de réalisme et d'efficacité, il subsiste dans cette vision un reste d'arrogance qui se couvre de modestie. On a l'impression que ce rêve n'arrive pas à se placer au bon endroit entre modestie et arrogance. Hanté par la honte du passé récent, il reste rongé par le souci de donner l'exemple. Le *softpower* est devenu le nouveau modèle. Pourquoi vouloir étonner le monde une fois de plus ? Faire une douce révolution mentale contre le relativisme et la déconstruction paraît être la condition initiale de toute véritable chance de fédérer une entité politique comme l'Europe.[2]

[2] La revue Controverses (n°3, octobre 2006) a consacré un ensemble de neuf articles au thème de « l'identité nationale face au postmodernisme ». Cet ensemble comprend les articles de Jean-Marc Ferry, Nicolas Tenzer, Laurent Bouvet, Dominique Schnapper, Denis Charbit, Stéphane Dufoix, Yves Bonny, Danilo Martucelli, ainsi qu'un article dans lequel certains points ici mentionnés sont développés (« Entre la déconstruction et l'anesthésie », Gil Delannoi).

CEVIPOF
98, rue de l'Université — 75007 Paris, France
info@cevipof.sciences-po.fr — Tél. : 33 (0)1 45 49 51 05 — Fax : 33(0)1 42 22 07 64